



UNION PAYSANNE
L'Alliance de la Terre et de la Table

Union paysanne
C.P. 515, succursale Bureau Chef
Saint-Hyacinthe, Québec J2S 7B8
Tél. (450) 230 5046
paysanne@unionpaysanne.com

Communiqué : Les agriculteurs du Québec sont invités à lever l'interdiction d'accès aux terres agricoles.

Saint-Hyacinthe, 9 décembre 2010. L'Union paysanne invite aujourd'hui tous les agriculteurs du Québec à lever l'interdiction de passage sur les terres agricoles à l'image de ceux qui l'ont fait ce lundi au Témiscamingue. Ce moyen de pression, commandé par l'UPA, va causer des dommages économiques importants à nos communautés et au tourisme en région, une industrie plus pauvre que l'agriculture. Rappelons-le, ce n'est pas à Longueuil ou sont les bureaux du grand syndicat, qu'on souffrira de ces pertes économiques, mais bel et bien dans les régions.

Cette stratégie va à l'encontre de tout sens commun, car personne ne peut expliquer pourquoi l'UPA a choisi de cibler les communautés où vivent les agriculteurs pour exercer un moyen de pression. « *On ne prend pas la population des régions en otage pour un conflit entre un syndicat et le gouvernement...c'est immoral* », ajoute Frédéric Sauriol, secrétaire général de l'Union paysanne.

Il est important également de réaliser que ce moyen de pression syndical a commencé à affecter le capital de sympathie acquis par les producteurs au fil des ans. « *Vous n'avez qu'à naviguer sur le web pour constater qu'on commence à parler abondamment contre les agriculteurs et que certain suggèrent de boycotter les produits agricoles québécois* », ajoute Maxime Laplante vice-président de l'Union paysanne.

Tel que le suggère le slogan de l'Union paysanne, *l'Alliance de la Terre à la Table*, il est plus que jamais nécessaire de faire équipe avec ceux qui achètent nos produits. « *En 1945, les agriculteurs représentaient 25% de la population du Québec, aujourd'hui c'est moins de 1%. Nous avons donc besoin de tisser des alliances avec la population si nous voulons avoir un poids politique...pas de se les mettre à dos* », souligne Benoit Girouard, président Union paysanne.

L'Union paysanne ne peut donc, d'aucune façon, cautionner l'autre syndicat tandis que tout notre souci devrait être tourné vers la situation précaire des agriculteurs surtout en région. Après 15 ans de dérive des assises du modèle agricole québécois, la situation de plusieurs est devenue fragile. « *C'est sur cela qu'il faut travailler, remettre l'agriculture sur les rails et réunir à une même table, les différents syndicats agricoles québécois et le gouvernement, afin qu'ils proposent des voies d'avenir* » ajoute Benoit Girouard. « *Il ne manque pas d'argent pour soutenir l'agriculture au Québec, le problème est dans la façon dont il est réparti et l'Union paysanne le démontrera bientôt.* »

En terminant, l'Union paysanne a confiance que les agriculteurs sur le terrain ont un sens élevé de la collectivité et de la nécessité de s'allier à la population. Ainsi, comme plusieurs agriculteurs nous l'ont dit, « ... *on se tire dans le pied avec ce blocus... et dans celui de notre voisin* ».

Notre organisation tient également à préciser qu'elle respectera intégralement le choix de chaque producteur de lever ou non l'interdiction. Dans l'intervalle, nous sommes déjà à pied d'œuvre afin de réorienter le soutien en agriculture vers la majorité des fermes qui en sont privées.

-30-

Pour information

Benoit Girouard, président Union paysanne : 450 495-1910

Frédéric Sauriol, secrétaire général : 450-566-5009